

NOUVELLE ECONOMIE

# Au-delà du délire

Les nouvelles technologies n'ont pas tenu leurs promesses. Mais alors que les marchés financiers ont dû déchanter, l'économie réelle continue à s'informatiser et à changer.



Aurore ou crépuscule? Le bâtiment Laccolith à la Cloche d'Or, hébergeant des sociétés de la "virtual economy", voire de la "vapor economy": Microsoft, Novartis, Fonds Belval, Arcelor ... (Photos: woxx)

"Mais non, la nouvelle économie n'est pas morte", c'est ce que s'entendent dire les petit-e-s épargnant-e-s de la part de l'employé-conseiller de leur banque maison. Il ne faut surtout pas qu'ils et elles revendent leurs Sicav "Spuerbank Superia plus", acquises jadis dans l'espoir d'obtenir des rendements mirobolants et qui, depuis, ont perdu trois quarts de leur valeur d'achat. L'avènement annoncé de la nouvelle économie ne serait-il qu'un épisode de plus dans l'histoire des délires spéculatifs, depuis les billets de banque convertibles en or de Louisiane de John Law jusqu'à l'engouement des années 80 pour les marchés financiers asiatiques? A chaque fois cela a abouti à une grande crise, à la promesse de ne plus s'y laisser prendre et au discrédit jeté sur l'idée de départ.

### TIC partout

Pourtant la nouvelle économie continue d'exister - vous pouvez la rencontrer chaque jour - par exemple lorsque vous lisez ces lignes. Car même si vous payez votre abonnement au woxx à l'aide du traditionnel formulaire de virement, même si la presse imprimée est un type de produit vieux de 200 ans, lors de la production du woxx, les technologies d'information et de communication (TIC)

interviennent massivement. Au lieu d'amener à l'imprimerie les pages du woxx tirées sur papier, comme cela se faisait il y a quelques années, nous envoyons des fichiers PDF par Internet. De la conception des articles jusqu'à leur mise en page, en passant par les corrections, les textes transitent sous forme numérique sur le réseau interne. Et même le travail des journalistes se virtualise: on passe plus de temps à épouser les e-mails que les fax ou le courrier postal, on se documente plus souvent sur Internet que dans les archives ou les bibliothèques.

Bien entendu, quand on parle des TIC, on pense d'abord aux applications les plus voyantes, à des produits, des services, des métiers qui n'existaient pas il y a dix ans: les téléphones portables, la vente sur Internet de logiciels et de livres électroniques, le graphiste spécialisé en design de pages web. C'est dans ce domaine que les attentes des spéculateurs ont été les plus grandes, et la déception la plus amère. Ainsi, aux Etats-Unis, lors de l'effondrement en 2001 du Nasdaq, l'indice boursier des nouvelles technologies, quelque 100.000 emplois sont partis en fumée. Au

Luxembourg aussi, les mésaventures, grandes et petites, se sont succédé. Le fournisseur d'accès à Internet Europe online, conçu pour affronter le géant AOL, a abandonné la partie. La centrale européenne du Crédit suisse pour l'Online-Brokerage - la vente d'actions et de Sicav par Internet - a été fermée du jour au lendemain. Et la société spécialisée "xyz", qui a conçu le site web du woxx, n'existe plus depuis longtemps.

### Up and down

Aujourd'hui, quand on parle d'expansion des TIC, c'est plutôt à l'introduction de ces technologies dans des activités économiques classiques qu'on pense. Dans l'industrie, l'ordinateur a pris la place du robot quand il s'agit d'augmenter la productivité. Même les PME, l'artisanat, le commerce, s'informatisent, ne serait-ce qu'en matière de gestion du personnel ou des stocks. Enfin, dans les services financiers, où l'ordinateur est présent depuis ses débuts, de nouvelles applications continuent à grignoter la part de travail laissée aux humains: l'Online-Banking, contrairement à l'Online-Brokerage, est de plus en plus adopté par la clientèle. Ainsi, même dans les secteurs traditionnels, les TIC changent la manière de travailler et d'acheter.

Amazon par exemple est l'héritière des sociétés de vente par correspondance. Mais le fait de pouvoir "feuilleter" en ligne un catalogue mille fois plus fourni que ceux imprimés sur papier, enrichi de critiques, de commentaires et de bibliographies, a donné lieu à un engouement inconnu dans les "clubs de livres". D'autant plus que les prix y sont plus doux que ceux pratiqués dans la librairie d'à côté et que les commandes peuvent être effectuées facilement et 24 heures sur 24. En revanche, la grande distribution en ligne a été un flop. Surfer à la recherche de choux blancs et de gros rouge n'intéresse pas grand monde, et la gestion ainsi que la livraison de ce type de produits sont moins standardisées et plus coûteuses que celles des livres et disques.

Le Luxembourg est un des pays où le niveau d'investissement en TIC est relative-

ment élevé. Lors d'une conférence de presse sur l'économie de l'information luxembourgeoise en 2003, le directeur du Statec, Serge Allegrezza, a néanmoins mis en garde contre un surcroît d'optimisme en citant une étude de l'OCDE: "Il se peut que les entreprises surinvestissent en TIC, soit parce qu'elles veulent compenser un manque de qualifications ou répondre à des pressions concurrentielles, soit parce qu'elles n'ont pas de stratégie de marché claire. Mais les TIC ne sont pas une solution miracle, et il s'agit seulement d'une technologie dont il est possible de tirer parti pour améliorer la performance des entreprises."

### Lame de fond

D'ailleurs, en matière de commerce électronique les statistiques donnent des résultats surprenants. Si le nombre d'entreprises présentes sur Internet continue à augmenter entre 2002 et 2003, elles semblent de moins en moins y commercialiser leurs produits. Une autre étude montre que la présence web dans le secteur des assurances est carrément en recul. Dans un "working paper", Serge Allegrezza a analysé l'influence sur le commerce électronique des facteurs conjoncturels et structurels. Ces derniers seraient déterminants: l'adoption du commerce électronique serait gouvernée par des facteurs tels que la taille de l'entreprise et la branche dans laquelle elle travaille. Serge Allegrezza parle d'une "lame de fond", indépendante des effets de conjoncture, qui pousserait à l'utilisation des TIC.

"Nous progressons, et nous voulons devenir les meilleurs", a déclaré le ministre de l'économie, Henri Grethen, lors de cette même conférence de presse. En effet, au Luxembourg comme ailleurs, les TIC continuent à s'imposer. Mais cela ne dit rien sur les moyens de favoriser cette évolution, ni sur les conséquences au niveau de la croissance et de l'emploi.

Raymond Klein



Déjà une enseigne, mais pas encore de boîte aux lettres. Microsoft débarque au Luxembourg.

E-LUXEMBOURG

# Juste une autre niche

Grâce à une directive sur la taxation du commerce électronique, des sociétés prestigieuses se sont implantées au Luxembourg. Les effets réels sur l'économie risquent d'être modestes.

Amazon, AOL, Microsoft, les noms se succèdent dans les discours officiels comme autant de formules magiques. L'implantation de ces trois entreprises au Luxembourg est présentée comme la première étape d'un redécollage de l'économie luxembourgeoise. Il est vrai que la croissance est plutôt à rechercher du côté des secteurs liés aux technologies d'information et de communication que des industries productrices d'acier et de porcelaine. Il reste à voir si des activités telles que celles de ces trois entreprises nouvelles, hautement volatiles de par leur nature, pourront être maintenues durablement au Luxembourg.

En effet, la raison principale pour laquelle Amazon, AOL et Microsoft se sont installées au Luxembourg est très particulière: l'introduction, à travers une directive européenne, d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le domaine des "services transmis par voie électronique". Pour les ventes à des

client-e-s privé-e-s, sans numéro de TVA, ce qu'on appelle le "business to consumer" (B2C), la directive prévoit que le taux de TVA appliqué est celui du pays où se trouve le siège du vendeur. D'où l'intérêt de s'établir au Luxembourg, où ce taux est de 15 pour cent, le plus bas de l'Union.

### Niche TVA

D'autres facteurs jouent, a affirmé le ministre de l'économie lors d'une conférence de presse sur l'économie de l'information luxembourgeoise. Et de citer la main d'oeuvre multilingue de la grande région ainsi que la présence d'infrastructures telles que les connexions internet à haut débit. Sera-ce suffisant pour bien ancrer la nouvelle économie au Luxembourg, alors que la directive sur la TVA risque d'être revue prochainement? Interrogé par le woxx, le directeur du Statec, Serge Allegrezza, estime qu'il faut appliquer la même règle que pour

les autres niches exploitées par le Luxembourg: affecter les revenus qui en sont issus à des usages intelligents et ne pas faire comme s'ils étaient assurés pour l'éternité. A long terme, une partie de la nouvelle économie peut être délocalisée depuis les pays occidentaux vers des pays à bas salaires, qu'il s'agisse de l'assemblage de téléphones portables ou du développement de logiciels. "Ce qui restera, ce sont les activités les plus proches du marché", explique Serge Allegrezza, "la finition, le marketing, éventuellement la recherche."

Pour le moment, mises à part les manifestations d'autosatisfaction, le ministère de l'économie ne sait pas évaluer l'impact des entreprises attirées par la directive sur la TVA. "Nous n'avons pas d'informations à donner pour le moment", s'est vu répondre le woxx. Serait-ce parce que le poids économique que l'on associe à des noms mythiques tels que Microsoft et Amazon ne se vérifie pas dans la réalité de leurs implantations au Luxembourg?

## Le roi est nu

"L'équipe luxembourgeoise compte actuellement quatre personnes qui s'occupent chacune d'activités spécifiques, afin de répondre au mieux aux attentes des clients et partenaires", indique le site de Microsoft Luxembourg. Si l'impact sur le marché du travail n'est pas massif, au moins s'agit-il d'une présence bien réelle. Ce n'est pas le cas pour Amazon, autre fleuron de la "niche TVA". Il n'existe pas de site national, et ce n'est que sur la page TVA d'Amazon UK que le Grand-Duché est mentionné: "Amazon.co.uk is required to charge VAT on all seller fees charged on or after July 1, 2003. The VAT charged on these fees is at the standard Luxembourg VAT rate of 15%." Dans un échange de courrier électronique avec le woxx, la société assure disposer d'un bureau à Luxembourg: "Luxembourgs central location within Western Europe makes it an extremely attractive place for Amazon to locate certain business and administrative functions." Il n'a pas été précisé de quelles fonctions il s'agit. Pour bénéficier du taux réduit de TVA, les experts estiment qu'il suffit d'un bureau employant une personne, et c'est probablement la solution retenue par le géant de la vente par correspondance.

Du côté d'AOL, l'implantation est plus conséquente: une villa à Limpertsberg et 25 personnes, dont la plupart nouvellement embauchées. Là non plus, la communication n'est pas le fort: pour avoir des détails sur le type d'activités et d'emplois, il faut passer par le manager, malheureusement absent ...

## TIC ET EMPLOI

### Ami ou ennemi?

(RK) - L'ordinateur a longtemps été considéré comme le digne successeur du métier à tisser mécanique. Celui-ci, introduit à la fin du 17e siècle, fut la cible de sabotages de la part des ouvriers du textile, qui craignaient avec raison de perdre leurs emplois. Or, le chômage de masse de ce dernier quart de siècle n'est certainement pas dû aux gains de productivité obtenus grâce à l'informatisation. Pour une raison très simple: il n'y a pas eu de gains de productivité. C'est ce qu'on appelle le paradoxe de Solow. Ce prix Nobel de l'économie avait publié en 1987 un article provocateur où il constatait que la micro-informatique était partout ... sauf dans les statistiques de productivité. Cette situation paradoxale et mal expliquée a perduré jusqu'à la fin des années 90.

Depuis, les choses ont changé. Des études récentes montrent que les investissements importants en TIC depuis 1995 ont contribué à accroître la productivité, du moins aux Etats-Unis et au Japon. Cela signifie-t-il que les TIC vont enfin endosser le rôle de mangeuses d'emplois qu'on leur prêtait depuis leurs débuts? Pas forcément, car les effets des gains de productivité sur la croissance et l'emploi sont ambigus. Certes, dans les secteurs les plus innovateurs on a besoin de moins de personnes pour effectuer le même travail. Mais si la demande s'accroît parallèlement, comme on peut l'observer en matière de produits de haute technologie, cela peut aboutir à des créations d'emplois. C'est d'ailleurs le cas dans les secteurs de pointe tels que la production d'ordinateurs.

Ce phénomène qui accompagne les changements technologiques a été théorisé par l'économiste Joseph Schumpeter, qui l'a appelé "destruction créatrice". En effet, même la perte d'emplois dans un secteur comme la métallurgie ne constitue pas un phénomène à sens unique. En France, le nombre de travailleurs dans ce secteur a reculé de 600.000 entre 1981 et 2001. Mais sur à peu près la même période, les services aux entreprises ont créé quelque deux millions d'emplois. Il s'agit d'activités pouvant aller du nettoyage de locaux et de la restauration collective jusqu'aux services informatiques, dont une partie reprend d'ailleurs des activités externalisées par des secteurs comme la métallurgie.

Tout n'est pas rose pour autant. On constate que la croissance que connaissent aujourd'hui les Etats-Unis n'est pas créatrice d'emplois, au bout du compte. Or une augmentation de la production sans augmentation de la demande ne peut pas durer indéfiniment. Si le défi posé par les TIC aux économies est désormais bien compris, la solution est loin d'être trouvée, et il ne suffira certainement pas de tenter de "faire comme les Américains".

Si on fait le compte, la "niche TVA" a généré une trentaine d'emplois. C'est peu, quand on considère que la seule fermeture de l'Online-Brokerage du Crédit suisse en 2001 a mis une centaine de personnes à la rue. Le second souffle de la nouvelle économie n'a pas encore résorbé les dégâts faits lors de l'effondrement. Comment pourrait-elle alors compenser les emplois détruits à cause des gains de productivité?

## Effets induits

"Perdu n'est pas perdu", rétorque Serge Allegrezza. Certes, les chômeurs n'ont aucun bénéfice direct de la présence de sociétés telles qu'AOL. Mais la valeur ajoutée générée par l'économie luxembourgeoise augmente. Ces ressources sont donc disponibles ailleurs. L'Etat, en recevant plus d'impôts, pourra améliorer les prestations sociales et créer de nouveaux emplois. Et autour des compagnies à haute valeur ajoutée, les services aux entreprises fleurissent. Ainsi un employé de banque licencié trouvera peut-être un emploi dans une fiduciaire.

Serge Allegrezza met toutefois un bémol: les emplois générés par la nouvelle économie demandent en général une certaine qualification. Perspective sombre pour les licenciés-e-s de Villeroy, donc. Même ceux et celles qui sont déjà qualifiés-e-s auront besoin d'une formation pour changer de secteur d'activité. Le directeur du Statec est pessimiste: "Un employé de banque au chômage n'acceptera pas facilement de se recycler à un niveau de salaire inférieur, par exemple comme comptable d'une PME."

La greffe de la nouvelle économie au Luxembourg ne résoudra donc pas les problèmes du marché de l'emploi. Elle n'en est pas moins gratifiante. Dans les statistiques internationales, le Luxembourg apparaît aujourd'hui comme le leader en matière de consommation d'essence et d'alcool. Demain, grâce à Amazon et Microsoft, nous serons les champions du monde des achats de livres et de logiciels.

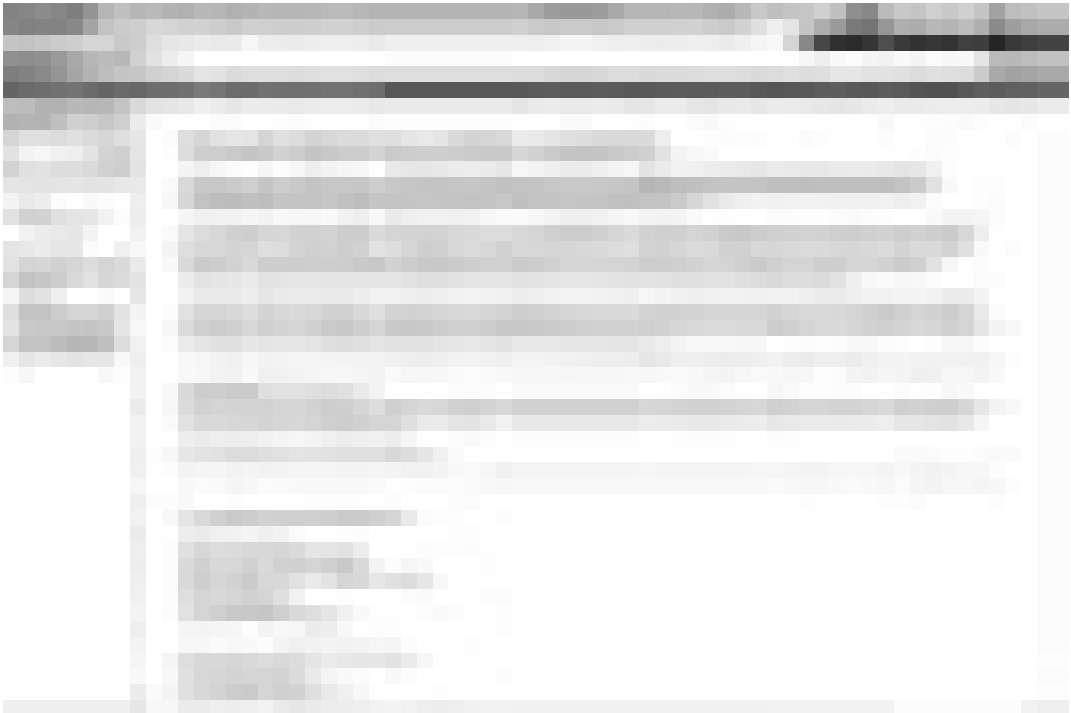
Raymond Klein



America online: un avenir plein de promesses.



Amazon et le Luxembourg, une histoire de TVA.



Microsoft joue la carte de la proximité ... op lëtzebuergesch.